



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 21 - JUIN 2021

PUBLIÉ LE 29 JUIN 2021

DDETSPP 11
- DIRECTION
DDTM
- SEMA
PREFECTURE
- DPPPAT/BEAT

SOMMAIRE

DDETSPP 11 DIRECTION

Décision n° DDETSPP-DIR-2021-0088 accordant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur délégué (BOP 102, 103, 305) :

- M. Marc LAFFARGUE, directeur départemental adjoint,
- Mme Monique VIDAL, cheffe du Service Politiques Sociales et Emploi,
- M. Firoze HAFEJI, chef de service adjoint du Service Politiques Sociales et Emploi.....1

DDTM SEMA

Arrêté préfectoral n° DDTM-SEMA-2021-0047 portant déclaration d'intérêt général et prescriptions spécifiques au dossier n° 11-2021-00098 concernant la restauration hydromorphologique de la Bretonne à BARBAIRA par le Syndicat Mixte Aude Centre.....4

PREFECTURE DPPPAT/BEAT

Arrêté préfectoral déclarant cessible l'immeuble cadastré B 52 sis 2 place de l'église sur la commune de FENOUILLET-du-RAZES déclaré en état d'abandon manifeste.....11

**Décision DDETSPP_DIR_2021_0088 accordant subdélégation de signature pour
l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué (BOP 102, 103, 305)**

**La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la
protection des populations de l'Aude**

VU le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu le décret n°2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

VU l'arrêté du 29 mars 2021 portant création et organisation de la direction régionale de l'économie, l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie ;

Vu l'arrêté préfectoral N°DDPAT-BCI-2021-050 portant création et organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2021 nommant Christophe Lerouge en qualité de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 nommant Hélène Simon en qualité de Directrice Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 nommant Marc Laffargue en qualité de Directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude ;

Vu la décision DDETSPP n°2021-01 portant affectation des agents à la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude ;

Vu la convention de délégation de gestion de la DDREETS Occitanie à la DDETSPP de l'Aude au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103, 305 ;

DECIDE

ARTICLE 1 :

Hélène SIMON, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude, donne subdélégation à Marc LAFFARGUE, Directeur Départemental Adjoint, Monique VIDAL, Cheffe du service Politiques sociales et emploi et Firoze HAFEJI, Chef de service adjoint du service politiques sociales et emploi à effet de signer tous les actes relatifs à l'ordonnancement et à l'exécution des opérations de recettes et dépenses des BOP suivants : 102, 103, 305 ;

ARTICLE 2 : Hélène SIMON, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude, donne subdélégation partielle aux agents placés sous son autorité selon les modalités suivantes :

à Catherine DELCLOS, Cheffe de l'Unité Insertion professionnelle pour les activités suivantes :

- Insertion par l'activité économique (BOP 102)
- GEIQ (BOP 103),
- Appel à projet repérer/mobiliser (BOP 102°)
- Initiatives Territoriales (BOP 102),
- Parrainage (Bop 102),
- PRITH (Bop 102),
- Entreprises adaptées (Bop 102),
- Crédits CPER (Bop 103),
- DLA (bop 305),

à Martial CHOLET, Chef de l'Unité mutations économiques entreprises et compétences pour les activités suivantes :

- RH TPE PME (Bop 103)

ARTICLE 3 :

Le préfet de département signe toute convention de financement d'un montant supérieur à 200 000 €, ainsi que toute convention pour laquelle une instruction prévoit sa signature par les préfets de département.

ARTICLE 4 :

La signature du subdélégué et sa qualité devront être précédées de la mention suivante : « Pour le DREETS Occitanie et par subdélégation, le... »

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002- 34063 Montpellier Cedex 02), dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil départemental des actes administratifs de la préfecture de l'Aude. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 :

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de sa publication.

ARTICLE 6 :

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude est chargée, de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 25 juin 2021

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aude



Hélène SIMON



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires et de la Mer**

**Arrêté préfectoral n°DDTM-SEMA-2021-0047
portant déclaration d'intérêt général et prescriptions spécifiques au dossier
n°11-2021-00098 concernant la restauration hydromorphologique de la Bretonne à
Barbaira par le Syndicat Mixte Aude Centre**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 211-1-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4, L. 322-1, R. 322-13 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le décret du 17 février 2021 portant nomination de M BONNIER Thierry en qualité de Préfet de l'Aude;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2021-017 du 8 mars 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de l'Aude ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée (SDAGE), approuvé le 03 décembre 2015 ;

Vu le dossier de demande de déclaration d'intérêt général et de déclaration au regard de la rubrique 3.3.5.0 définie par l'article R.214-1 du code de l'environnement déposé par Monsieur le Président du Syndicat Mixte Aude Centre en date du 21 juin 2021, et enregistré sous le numéro 11-2021-00098 ;

Considérant que les travaux envisagés concourent à la restauration hydromorphologique du cours d'eau la Bretonne sur la commune de Barbaira en créant un espace de bon fonctionnement du cours d'eau ;

Considérant que les travaux envisagés visent à préserver la qualité, l'équilibre et le maintien de la diversité des écosystèmes ;

Considérant qu'en application de l'article L151-37, alinéa 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, sont dispensés d'enquête publique les travaux d'entretien et de restauration des milieux aquatiques, sous réserve qu'ils n'entraînent aucune expropriation et que le maître

d'ouvrage ne prévoit pas de demander de participation financière aux personnes intéressées ;

Considérant

- que le Syndicat Mixte Aude Centre ne prévoit pas de demander de participation financière aux riverains ;
- que les travaux n'entraînent aucune expropriation ;
- que les travaux, objet de la présente demande, revêtent un caractère d'intérêt général ;

Considérant que le caractère d'intérêt général est prononcé par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article L.151-37 du code rural ;

Considérant que les travaux de restauration hydromorphologique du cours d'eau la Bretonne sur la commune de Barbaïra sont compatibles avec le SDAGE Rhône-Méditerranée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude,

ARRETE

Article 1 – Objet de l'arrêté

Sont autorisés et déclarés d'intérêt général, aux conditions énoncées aux articles ci-dessous, les travaux de la restauration fonctionnelle du cours d'eau la Bretonne sur la commune de Barbaïra, tels qu'envisagés par le Syndicat Mixte Aude Centre, conformément aux plans et données techniques du dossier enregistré sous le numéro 11-2021-00098.

Le Syndicat Mixte Aude Centre est ci-après désigné comme le déclarant.

Article 2 - Rubriques

La rubrique de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par les travaux est la suivante :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable
3.3.5.0	Travaux suivants, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif : 1 Arasement ou dérasement d'ouvrage en lit mineur ; 2 Désendiguement ; 3 Déplacement du lit mineur pour améliorer la fonctionnalité du cours d'eau ou rétablissement du cours d'eau dans son lit d'origine; 4 Restauration de zones humides ; 5 Mise en dérivation ou suppression d'étangs existants ; 6 Remodelage fonctionnel ou revégétalisation de berges ;	Déclaration

	<p>7 Reméandrage ou remodelage hydromorphologique ; 8 Recharge sédimentaire du lit mineur ; 9 Remise à ciel ouvert de cours d'eau couverts ; 10 Restauration de zones naturelles d'expansion des crues ; 11 Opération de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques prévue dans l'un des documents de gestion mentionnés dans l'arrêté, approuvés par l'autorité administrative.</p>	
--	--	--

Article 3 – Mise en œuvre de la présente déclaration d'intérêt général

Préalablement à toute intervention, le Syndicat Mixte Aude Centre procède à la mise à disposition du public en mairie, d'un plan cadastral identifiant la zone de travaux, des dates d'intervention prévues pour ces travaux et la liste des propriétaires concernés.

Article 4 – Nature et consistance des travaux

Les travaux consistent à retaluter en pente douce les berges de la Bretonne, sur la commune de Barbaira, le long des parcelles visées en annexe du présent arrêté.

Le retalutage intervient à partir de 50cm au-dessus du fil d'eau. La pente finale de la berge est de 2 pour 1 avec une risberme de 5m de large en milieu de berge, soit au final une berge de 13m de large. L'intervention porte sur un tronçon d'environ 116m de long.

En raison de la présence de Canne de Provence sur le site, le SMAC gère cette espèce invasive soit en l'enterrant et en compactant la terre au-dessus, soit en arrachant puis brûlant les différents plants avec leurs rhizomes.

Une fois la berge retalutée et débarrassée de la Canne de Provence, le SMAC réalise des plantations d'essences adaptées, par exemple : frêne, aulne, saule blanc, cornouiller sanguin, sureau noir, etc.

Les travaux se font depuis la berge, sans entrée d'engins dans le lit mouillé du cours d'eau.

Article 5 – Prescriptions générales

Les travaux et les ouvrages ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les hauteurs d'eau et vitesses d'écoulement résultant de ces travaux doivent être compatibles avec la capacité de nage des espèces présentes afin de ne pas constituer un obstacle à la continuité écologique.

Article 6 – Période et durée des travaux

Les travaux seront réalisés sur une durée de 2 mois, dans une période comprise entre le 01 juillet et le 01 septembre. Ils devront être achevés dans un délai de 3 ans après la publication du présent arrêté.

Article 7 – Démarrage du chantier

Le déclarant communique au service instructeur et au maire de la commune de Barbaira, au moins quinze jours ouvrés avant la date prévisionnelle de début des travaux, les dates prévisionnelles de début et fin du chantier, le nom de la ou des personnes morales ou physiques retenues pour l'exécution des travaux.

Article 8 – Suivi du chantier

Le déclarant établit au fur et à mesure de l'avancement des travaux un compte rendu de chantier, dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu et sur l'écoulement des eaux. Ce compte rendu est mis à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

A la fin des travaux, il adresse au préfet le plan de récolement comprenant le profil en long et les profils en travers de la partie du cours d'eau aménagée, ainsi que le compte rendu de chantier.

Article 9 – Droit de passage

Pendant la durée des travaux, les propriétaires et les ayants-droits (conformément à l'article L 215-18 du Code de l'Environnement) sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et les ouvriers ainsi que les engins mécaniques nécessaires à la réalisation des travaux.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et les jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins. La servitude instituée s'applique autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et les plantations existants.

Article 10 – Gestion des pollutions

Le déclarant doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que l'installation de chantier, les travaux ou l'ouvrage pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

Il doit en outre garantir une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

L'entretien des engins et les stockages des produits destinés à cet entretien seront réalisés sur des sites prévus à cet effet, équipés de dispositifs de rétention permettant d'empêcher toute fuite de matière polluante vers le cours d'eau. Il en est de même pour le stockage des déchets produits sur le chantier, hors débris végétaux et matériaux extraits du lit du cours d'eau.

Lorsque les contraintes liées au chantier le justifient, et notamment la distance entre les installations de chantier et la zone de travaux, le ravitaillement des engins et leur stationnement peuvent être réalisés sur ou à proximité de la zone de travaux, en dehors du lit mineur du cours d'eau. Le déclarant doit justifier, sur demande du service de contrôle, des dispositifs mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle.

Le stockage temporaire des matériaux fins (vases, sables, limons) extraits du lit mineur du cours d'eau et des débris végétaux est effectué de manière à limiter le risque de départ vers le lit mineur du cours d'eau. En cas de régalage ou de mise en dépôt, même provisoire, de matériaux à proximité du cours d'eau, le déclarant s'assurera que des dispositions efficaces seront prises pour éviter toute contamination des eaux, en particulier par ruissellement.

Dans l'hypothèse où les installations de chantier s'avèreraient nécessaires en zone exposée aux risques d'inondation, le déclarant doit garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue rapide.

Le projet ne doit pas entraîner la dissémination des espèces exotiques envahissantes, susceptibles d'endommager, dans le lit mineur d'un cours d'eau, les frayères, les zones de croissance et les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ou, dans son lit majeur, les frayères à brochets. Le déclarant met en œuvre les moyens nécessaires pour l'éviter.

En cas d'incident lors des travaux, susceptible de provoquer une pollution ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le déclarant doit prendre toutes les mesures possibles pour y mettre fin, en évaluer les conséquences et y remédier. Les travaux sont interrompus jusqu'à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour en éviter le renouvellement. Il en informe dans les meilleurs délais le préfet, le service chargé de la police de l'eau et le maire, intéressés soit du fait du lieu de l'incident, soit du fait des conséquences potentielles de l'incident, notamment en cas de proximité d'une zone de captage pour l'alimentation en eau potable ou d'une zone de baignade.

Article 11 - Déchets

A l'issue du chantier, les déchets issus des travaux sont évacués vers des sites autorisés prévus à cet effet; ces sites seront désignés, lors de la demande, au service chargé de la police de l'eau. Les déblais sains issus des travaux sont en priorité utilisés pour des opérations de génie écologique, dès lors que leurs caractéristiques physico-chimiques le permettent.

Le terrain sur lequel étaient établies les installations de chantier est remis dans son état antérieur au démarrage des travaux, dans la mesure du possible avec les matériaux qui étaient initialement présents sur site.

Article 12 - Contrôles

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Article 13 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres législations ou réglementations.

Article 14 - Publication

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimale de 4 mois.

Il fera l'objet d'un affichage en mairie de Barbaira pendant une durée minimale d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Barbaira.

Article 15 – Délais et recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Montpellier, soit par courrier adressé au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER CEDEX 02, soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr> conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du 1^{er} jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté ;

2° par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 16 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le président du Syndicat Mixte Aude Centre, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le maire de Barbaira sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 28 JUIN 2021
Pour le Préfet et par délégation

La Directrice Départementale Adjointe
des Territoires et de la Mer

Nathalie CLARENC

Annexe – Plan et enquête parcellaire



Secteur : BRBAIRA (11 800) - Rive gauche de La Bretonne en traversée urbaine				
N° Parcelle	Coordonnées propriétaire	Surface	Nature cadastrale	Nature réelle
1564	M. Patrick AURIOL Tel 06 32 02 24 04	2440m ²	Friche	Friche
1861,1862	Commune de Barbaira Tel 04 68 79 01 98	4050m ²	Friche	Friche



Bureau de l'environnement et
de l'aménagement du territoire

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Déclarant cessible l'immeuble cadastré B 52 sis, 2 place de l'église sur la commune de Fenouillet du Razès déclaré en état d'abandon manifeste

Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite ,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2243-1 à L.2243-4 ;

VU le code de justice administrative ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 février 2021 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU le décret du 10 juin 2020 portant nomination de M. CHASSARD Simon en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

VU l'arrêté du 08 septembre 2020 portant déclaration d'utilité publique du projet simplifié d'acquisition de l'immeuble cadastré B 52 sis, 2 place de l'église sur la commune de Fenouillet du Razès déclaré en état d'abandon manifeste et portant cessibilité de l'immeuble concerné ;

VU la lettre du maire de Fenouillet du Razès du 06 mai 2021 sollicitant la prise d'un nouvel arrêté de cessibilité le précédent étant caduc depuis le 08 avril 2021 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1 :

Est déclaré cessible immédiatement et en totalité, au bénéfice de la commune de Fenouillet du Razès, l'immeuble sis, 2 place de l'église parcelle B 52 selon l'état parcellaire ci-joint pour la réalisation du projet d'acquisition de la parcelle B 52, située sur son territoire , en vue de la réalisation d'un logement à usage locatif.

La présente déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois. A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

ARTICLE 2 :

Le montant de l'indemnité provisionnelle allouée au propriétaire de l'immeuble est fixé à 27 000 € conformément à l'évaluation de France Domaine.

ARTICLE 3 :

Il pourra être pris possession du bien après paiement ou, en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude .

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié par les soins du maire de Fenouillet du Razès aux propriétaires et titulaires de droits réels immobiliers sous pli recommandé avec demande d'avis de réception. La justification de cette formalité sera effective par la production d'une copie de la lettre d'envoi recommandé ainsi que de l'original de l'accusé de réception.

Il fera l'objet d'un affichage en mairie de Fenouillet du Razès pendant deux mois.

A l'issue de cette période, un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité et sera transmis au Préfet de l'Aude, bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire, 52 rue Jean Bringer, 11000 CARCASSONNE .

ARTICLE 5 :

La présente décision fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

ARTICLE 6 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux propriétaires intéressés, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Aude, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Ces délais sont rallongés de deux mois pour les personnes qui demeurent à l'étranger.

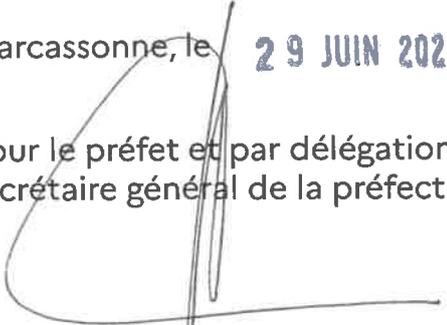
Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER cedex) qui peut être saisi par le biais de l'application informatique « télérecours citoyens » accessible via le site internet : www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le maire de Fenouillet du Razès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Carcassonne, le 29 JUIN 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Simon CHASSARD

Département : AUDE
Commune : FENOUILLET DU RAZES

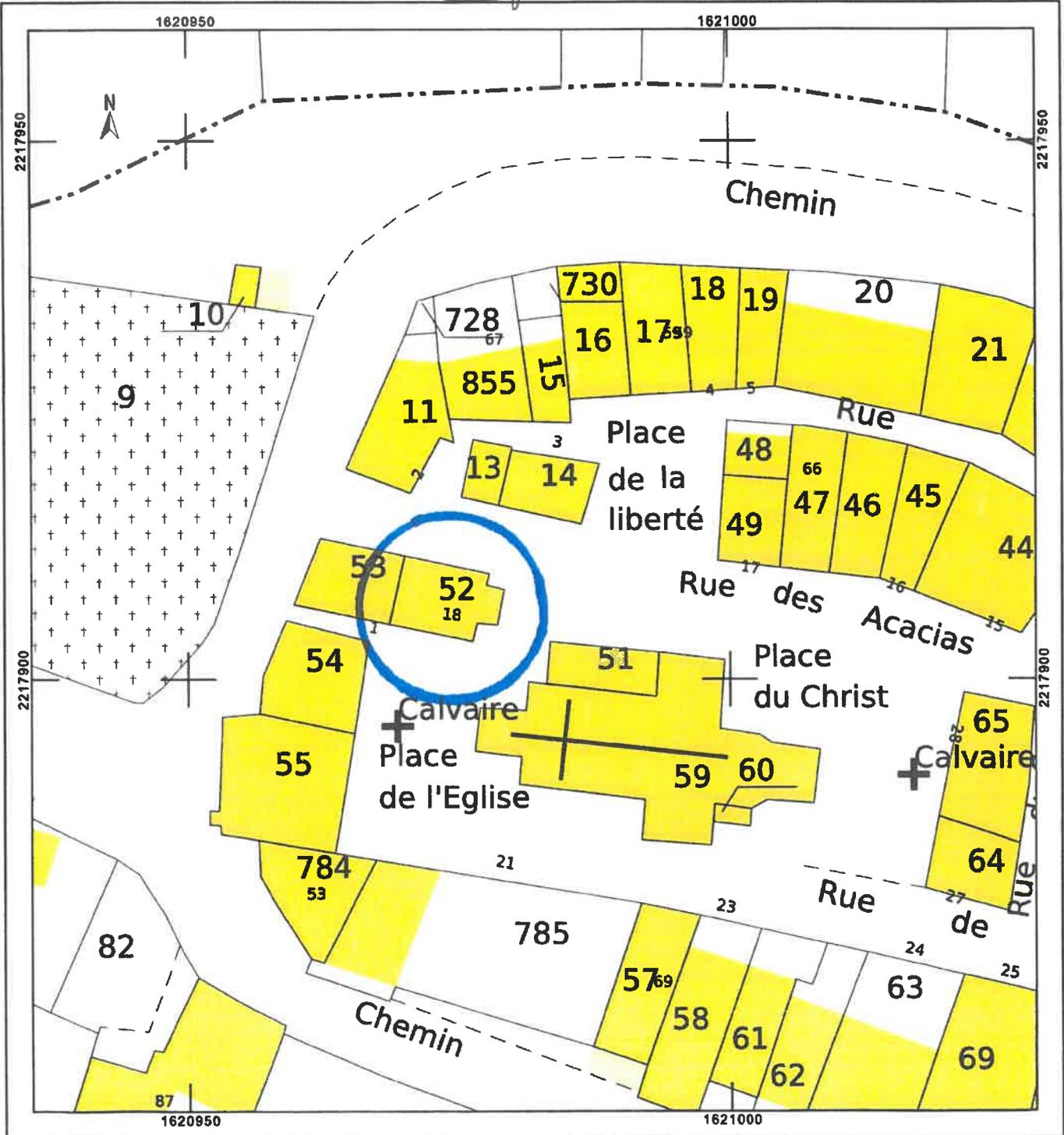
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
CARCASSONNE
Centre des Finances Publiques Place
gaston Jourdanne 11807
11807 CARCASSONNE CEDEX 9
tél. 04 68 77 44 79 -fax
plgc.aude@dgfip.finances.gouv.fr

Section : B
Feuille : 000 B 01
Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/500
Date d'édition : 10/06/2021
(fuseau horaire de Paris)
Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce
jour,
Carcassonne, le
Le préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
Simon CHASSARD

Cet extrait de plan vous est délivré par :
cadastre.gouv.fr



Feuillet de Razes, le 10 juin 2021

ÉTAT PARCELLAIRE DES IMMEUBLES

à acquérir dans la Commune de FEUILLET DU RAZES

Mod. 1020 - Berger-Levrault, Nancy.

N° du plan	CADASTRE		SURFACE totale en m²	NATURE	IDENTITÉ DES PROPRIÉTAIRES		EMPRISE		HORS EMPRISE		
	S°	N°			Adresse ou lieu-dit	Telle qu'elle résulte des documents cadastraux	Telle qu'elle résulte des renseignements recueillis par l'Administration	P ou T	Surface en m²	N° du cadastre	Surface en m²
B	S2	18	place de l'église	56	S	FANIEL Henri Jean Joseph FANIEL ROSA Julienne Catherine	FANIEL Odette FANIEL Edmee FANIEL Marie-Louise FRITZ Nadine FRITZ Francine FANIEL Monique JACQUES Christiane FANIEL Patricia FRITZ Nicole FANIEL Evelyne CHRISTIAN NATHALIE FANIEL José FANIEL Claude FANIEL Pierre FRITZ Fernand FANIEL Alain FANIEL Richard FANIEL Éric	T	56	S2	

Le présent état a été arrêté en date du 10 juin 2021

Le préfet
Carcassonne, le

Simon CHASSARD
Le Secrétaire Général de la Préfecture

